du 17 Septembre 1969

portant nomination de Mr AMINOU Mouinou en
qualité de Substitut Général près la Cour
d'Appel de Cotonou.-

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DU GOUVERNEMENT,

- VU la Proclamation du 17 juillet 1968, approuvée par le référendum du 28 juillet 1968 ;
VU la Loi n° 65-5 du 20 avril 1965, portant Statut de la Magistrature Dahoméenne et les textes modificatifs subséquents ;
VU le Décret n° 230/PR du 31 juillet 1968, portant formation du Gouvernement ;
VU le Décret n° 234/PR-SGG du 16 août 1968, déterminant les services rattachés à la Présidence de la République et fixant les attributions des membres du Gouvernement ;
VU le Décret n° 153/PR-MJL du 22 mai 1967, portant nomination de Mr AMINOU Mouinou dans le Corps de la Magistrature Dahoméenne ;
VU le Décret n° 313/PR-MJL du 16 octobre 1968, portant nomination de Mr AMINOU Mouinou en qualité de Conseiller par intérim à la Cour d'Appel de Cotonou ;
SUR proposition du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et de la Législation ;
Après avis du Conseil Supérieur de la Magistrature en sa séance du 7.8.69,
Le Conseil des Ministres entendu,

D E C R E T E :

Article 1er.- Monsieur AMINOU Mouinou, Magistrat du 3ème Grade, 3ème échelon, est nommé Substitut Général par intérim près la Cour d'Appel de Cotonou.

Article 2.- Le présent décret qui abroge le décret n° 313/PR-MJL du 16 octobre 1968 aura effet à compter du 1er Octobre 1969 et sera publié au Journal Officiel.-

Fait à COTONOU, le 17 Septembre 1969

par le Président de la République,
Chef du Gouvernement,

Pour le Garde des Sceaux, Ministre
de la Justice et de la Législation absent,
le Ministre de la Fonction Publique, de la
Réforme Administrative et du Travail
chargé de l'intérim,

Emile-Derlin ZINSOU

Usary
Albert OUASSA

Ampliations : PR 4 - SGG 4 - CS 6 -
CES 5 - Ministères 9 - SGPR 1 - SGI 10 -
MJL 6 - DGAJL 4 - PG-PCA 4 - Trésor 4 -
Gde Chanc. 1 - IAA 1 - DCOT 1 - DEP 2 -
DC-CF-DI-Solde 4 - Dtion Stat. 2 -
DN 1 - CSM 2 - Intéressé 1 - JORD 1.